



Hommage à Ibrahim Ali

tué il y a 30 ans par des colleurs d'affiches du Front national

Nous n'avons pas la mémoire courte : il y a 30 ans exactement, le 21 février 1995, Ibrahim Ali était tué par des colleurs d'affiches du FN à Marseille, en pleine campagne présidentielle et municipale.

Ce jeune homme de 17 ans d'origine comorienne sortait de répétition avec son groupe de rap, et courait avec ses amis pour attraper un bus qui passait à leur hauteur. Ils ont alors tragiquement croisé la route de 3 colleurs d'affiches du Front national, armés d'un fusil et d'un pistolet, qui ont fait feu sur ces adolescents et ont touché mortellement Ibrahim dans le dos. L'émotion face à ce crime raciste avait alors mobilisé 20 000 manifestant-es dans les rues de Marseille pour réclamer justice.

Jean-Marie Le Pen, alors leader du FN, avait osé déclarer : « Au moins, ce malheureux incident a attiré l'attention générale sur la présence à Marseille de 50 000 Comoriens. Que font-ils là ? ». Et le numéro 2 d'alors du parti frontiste, Bruno Mégret, avait plaidé la thèse ignoble de la "légitime défense" pour tenter de justifier ce crime et avait même incriminé « la faute de l'immigration massive et incontrôlée ».

Robert Lagier, retraité de 65 ans nostalgique de l'OAS, reconnu coupable d'homicide volontaire a été condamné à 15 ans de prison, Mario D'Ambrosio, qui avait également tiré deux coups de feu a été condamné à 10 ans et Pierre Giglio, à 2 ans pour port d'arme. Mais la justice n'a pas reconnu le caractère raciste du crime, malgré l'évidence.

Marine Le Pen, qui revendique l'héritage politique du FN, perpétue la dimension raciste profondément ancrée au sein du parti d'extrême droite, rebaptisé RN en 2018. Les débats politiques et médiatiques sont en effet saturés jusqu'à l'écœurement de termes clefs forgés par l'extrême droite, comme ceux de "préférence nationale", de "grand remplacement", de "remigration", de "submersion migratoire".

A contrario, chaque année, la famille et les proches d'Ibrahim Ali, les associations comoriennes et antiracistes lui rendent hommage dans la dignité. Et il a fallu attendre la défaite de Jean-Claude Gaudin pour que son successeur socialiste, Benoît Payan, inaugure enfin en 2021 une avenue Ibrahim Ali dans le 15ème arrondissement de Marseille. Et ce, malgré l'opposition haineuse et raciste des élus municipaux RN.

Le 18 octobre 2024, le Conseil municipal de Marseille a également voté la création du prix Ibrahim Ali pour les élèves de primaire " afin de travailler autour des enjeux de lutte contre le racisme et les discriminations, en s'appuyant sur l'histoire de Marseille et la mémoire d'Ibrahim Ali", marquant ainsi une reconnaissance supplémentaire pour le long combat du Collectif Ibrahim Ali.

VISA 13 et VISA national expriment leur solidarité antiraciste et antifasciste à la famille et aux proches d'Ibrahim.

Nous n'oublions pas non plus Brahim Bouarram, alors âgé de 29 ans, assassiné également il y a 30 ans par des skinheads venus participer à la manifestation annuelle du Front national, le 1er mai 1995.

Le racisme tue, et l'an dernier encore, Djamel Bendjaballah, un éducateur de 43 ans, était assassiné par un militant d'extrême droite dans la banlieue de Dunkerque. Le collectif "Justice pour Djamel" se bat pour requalifier ce meurtre en crime raciste.